

Élections départementales : Intentions de vote aux élections départementales à une semaine du scrutin

Etude *Harris Interactive* pour M6

Enquête réalisée en ligne les 10 et 11 mars 2015. Echantillon de 1 020 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans, à partir de l'access panel Harris Interactive. Les intentions de vote « sur offre réelle » présentées ici ont été recueillies auprès d'un échantillon représentatif des inscrits sur les listes électorales dans les territoires de France métropolitaine concernés par les prochaines élections départementales (excluant donc Paris et la Métropole de Lyon). Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e), et vote aux précédentes élections pour les intentions de vote.

*_**

A un peu plus d'une semaine des prochaines **élections départementales**, Harris Interactive a réalisé pour M6 une enquête mesurant les **intentions de vote** des Français au scrutin départemental, organisé les dimanches 22 et 29 mars prochains pour élire un binôme de conseillers départementaux dans chaque canton. Plus précisément, Harris Interactive a interrogé un échantillon de 1 020 Français **inscrits sur les listes électorales dans les territoires concernés par les prochaines élections départementales** – en France métropolitaine, ce critère exclut les inscrits à Paris et dans la Métropole de Lyon.

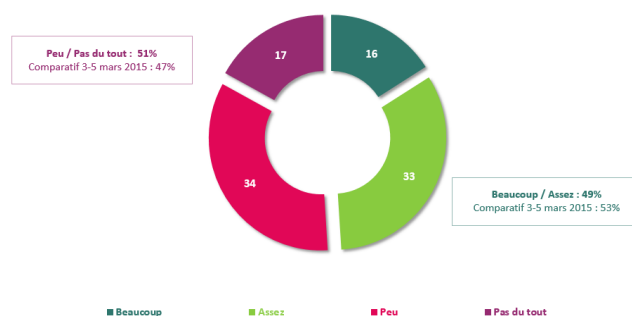
Dans la lignée des analyses qu'Harris Interactive avait pu réaliser lors des dernières élections cantonales en 2011, cette étude se singularise par la réalisation d'intentions de vote « **sur offre réelle** », c'est-à-dire que chaque interviewé s'est vu proposer la liste des binômes de candidats, ainsi que leur nuance politique, qui se présentent précisément dans le canton dans lequel il est inscrit. Ainsi les répondants ont été confrontés à une situation s'approchant le plus possible de la situation réelle qui s'offrira à eux lors du premier tour du scrutin. Les binômes, ainsi que les nuances leur étant associées, sont issus des données publiées par le ministère de l'Intérieur.

De plus, Harris Interactive a également interrogé les inscrits concernés (c'est-à-dire hors Parisiens et résidents de la Métropole de Lyon) quant aux **motivations de leur vote ou d'abstention** à ce scrutin, leur attitude à l'égard de l'élection potentielle de candidats selon leur **étiquette politique**, ainsi que sur leurs **attentes de soutien mutuel entre UMP et Parti socialiste** dans le cas où un binôme de l'une de ces formations serait opposé à une candidature du Front National dans le cadre du second tour.

Que retenir de cette enquête ?

- A un peu plus d'une semaine du premier tour des élections départementales, **seul un Français sur deux (49%) déclare un intérêt pour ce scrutin**, dont 16% indiquent s'y intéresser beaucoup. Dans le détail, certaines catégories s'avèrent plus enclines à y trouver un intérêt, notamment les plus âgés (66% des 65 ans et plus) et les sympathisants du Parti socialiste (60%). A

Les prochaines élections départementales auront lieu les dimanches 22 et 29 mars prochains. Personnellement, vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout aux élections départementales ?
- À tous, en % -

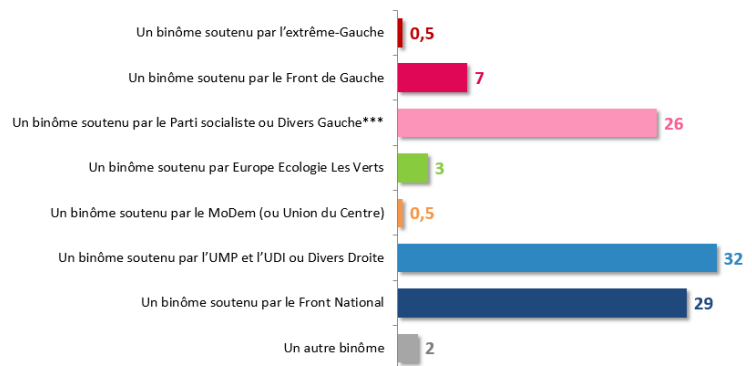


l'inverse, 51% des Français affirment n'être que peu ou pas intéressés par ce scrutin, soit une proportion en légère progression (+4 points) par rapport à la précédente mesure réalisée par Harris Interactive (réalisée du 3 au 5 mars 2015), et particulièrement pour les personnes n'ayant aucune préférence partisane (72%).

- La singularité de cette étude réside dans la réalisation d'une intention de vote sur « offre réelle », c'est-à-dire prenant en compte l'offre électorale concrète à laquelle seront confrontés les inscrits concernés s'ils se rendent dans leur bureau de vote lors du premier tour du scrutin départemental, le **22 mars**. Cette méthodologie permet de ne pas présenter l'ensemble des partis concourant à cette élection, mais uniquement ceux présentant des candidats dans leur canton.

Dans cette configuration, si l'on agglomère au final les votes à un niveau national, **les binômes soutenus par l'UMP, l'UDI ou présentés sous l'étiquette « Divers Droite » par le ministère de l'Intérieur recueilleraient la préférence de 32% des Français, soit 3 points de plus que les Front National (29%) et**

6 points de plus que le score des binômes soutenus par le Parti socialiste ou étiquetés « Divers Gauche », une appellation qui comprend notamment des binômes soutenus à la fois par le Front de Gauche et par Europe Ecologie Les Verts (26%). Par



ailleurs, les binômes soutenus en propre par le **Front de Gauche sont crédités de 7% d'intentions de vote, contre 3% pour ceux menés par un binôme d'Europe Ecologie Les Verts, 0,5% pour les binômes MoDem et union du Centre, 0,5% pour l'extrême-Gauche et 2% pour les autres binômes.**

- Appelés à porter un regard plus projectif sur leurs prochains représentants au sein du Conseil départemental, **29% des Français trouvent qu'il s'agirait d'une bonne chose s'ils étaient représentés par une personnalité de Gauche**, notamment les sympathisants de Gauche (75%), **contre 34% trouvant qu'il s'agirait là plutôt d'une mauvaise chose et 36% exprimant une opinion mitigée.** La perspective d'avoir un représentant de Droite est considérée comme **positive par un quart des Français (25%)**, surtout les personnes se disant proches de cette famille politique (62%), **contre 29% trouvant qu'il s'agirait plutôt d'une mauvaise chose et 44% ni une bonne ni une mauvaise.** Enfin, **plus d'un Français sur deux (54%) qualifie de mauvaise chose l'élection dans leur canton d'un conseiller départemental soutenu par le Front National.** Si les sympathisants de Gauche s'avèrent très majoritaires (84%) à partager cette opinion critique, les proches de l'UMP sont plus mitigés : seule une courte majorité (51%) considère que l'élection d'un conseiller territorial serait une mauvaise chose, quand 11% y voient une bonne chose et 36% un événement neutre à leurs yeux.
- Parmi les différentes motivations de vote testées, les Français indiquent principalement qu'ils choisiront leur bulletin en fonction **d'enjeux locaux (85%)**, dont près d'un sur deux (49%) indique que cet élément jouera même « beaucoup » dans son choix. A des niveaux presque équivalents, une large majorité de Français indique que **l'étiquette politique des candidats (84%) et leur projet (83%) compteront particulièrement dans leur motivation de vote.** Environ deux tiers des Français citent les **enjeux nationaux (67%)**, dont 76% pour les Franciliens, 80% des sympathisants de l'UMP et 81% de ceux du



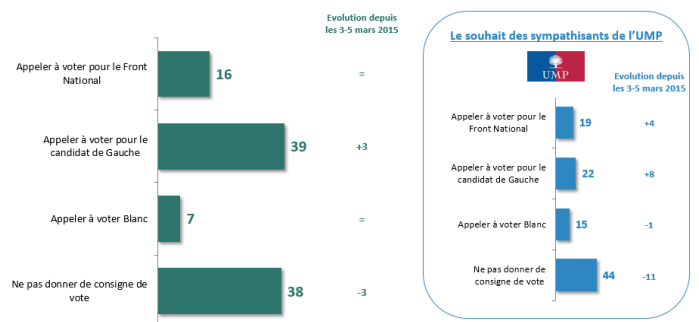
Front National), le bilan du conseil général sortant (65%, dont 72% parmi les plus de 65 ans) et leur situation personnelle au quotidien (65%, dont 78% des sympathisants du Front National) comme autant d'éléments important dans la motivation de leur vote. Enfin, la personnalité

des candidats est désignée comme un critère de choix par 61% des Français inscrits sur les listes électorales et concernés par ce scrutin, soit bien davantage que leur notoriété (38%).

- Au-delà de la motivation du vote, se pose la question de la motivation de l'abstention. Sa première justification semble être une défiance généralisée vis-à-vis des responsables politiques, évoquée par 45% des Français, soit bien davantage que l'anticipation du faible impact qu'une participation aurait sur leur vie quotidienne (29%), que l'impossibilité matérielle de voter due à l'éloignement du bureau de vote le jour du scrutin (25%) et que du manque d'information sur les enjeux (22%). Moins d'1 abstentionniste sur 5 explique son comportement par une visée protestataire contre l'Exécutif au niveau national (17%) ou local (14%), 16% invoquent un simple désintérêt, 13% déclarent qu'ils auront mieux à faire et 10% anticipent un faible impact sur la situation du département.

- Si certains cantons verront s'affronter au second tour des binômes de Gauche, de Droite et du Front National au sein de triangulaires, d'autres connaîtront probablement une élimination dès le premier tour des candidats de Gauche ou de Droite. Les états-majors de ces familles politiques seront alors appelés à réagir en donnant ou non des consignes de vote. Dans le cas de figure d'un duel Gauche - Front National, les Français apparaissent partagés entre l'attente d'un appel de la part de l'UMP à voter pour la Gauche (39%) ou l'absence de consigne de vote (38%), contre 16% attendant un appel à voter pour le Front National

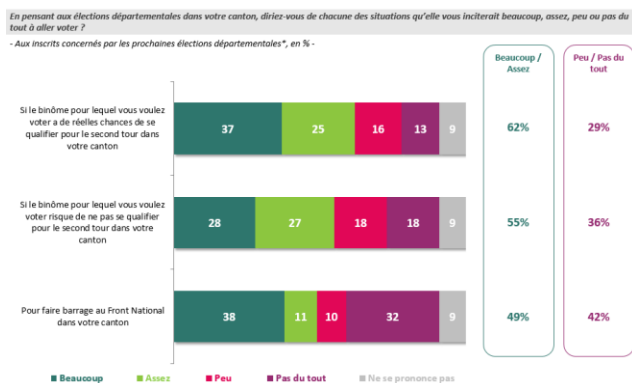
Lorsque vous pensez au second tour des élections départementales voyant s'affronter un candidat du Front National et un candidat de Gauche, que devrait faire l'UMP selon vous ?
- A tous, en % -



(70% parmi les sympathisants frontistes) et 7% souhaitant que l'UMP appelle à voter Blanc. Les sympathisants de ce parti se prononcent plus volontiers pour la solution dite du « ni-ni », c'est-à-dire l'absence de consigne (44%), voire même l'appel à voter Blanc (15%), contre 22% souhaitant une intervention en faveur de la Gauche et 19% en faveur du Front National.

Dans un cas de figure symétrique, si cette fois-ci le Parti socialiste était éliminé dès le premier tour, 43% des Français attendraient qu'il appelle à voter pour le candidat de Droite, et même 70% des sympathisants socialistes, et 39% qu'il ne donne pas de consigne de vote (contre 10% souhaitant qu'il appelle à voter pour le Front National et 7% Blanc, 1% ne se prononçant pas).

- Parmi les ressorts possibles pouvant pousser les électeurs à se déplacer aux urnes, **moins de deux tiers des interrogés (62%) concernés par le scrutin, c'est-à-dire inscrits sur les listes électorales (hors celles de Paris et de la métropole de Lyon), indiquent être incités à aller voter par la perception des réelles chances pour le binôme qu'ils supportent d'accéder au second tour.** Cet optimisme quant à sa



qualification est considéré comme très incitatif par 37% des Français. Une analyse par la proximité politique montre que les proches de l'UMP sont davantage enclins à considérer ce cas de figure comme une incitation (81%), que les sympathisants du Parti socialiste (75%) ou encore du Front National (73%).

Par ailleurs, **le risque de voir le binôme supporté ne pas être en mesure de se qualifier pour le second tour est considéré comme une incitation à se rendre aux urnes par plus d'1 Français sur 2 (55%),** en particulier par les sympathisants socialistes (70%). Enfin, **aller voter pour faire barrage au Front National apparaît comme une incitation clivante : 49% des Français se reconnaissent dans cette motivation et 42% peu ou pas,** avec néanmoins des prises de position nettement marquées particulièrement importantes : 38% des interrogés indiquent être beaucoup incités à aller voter par cette raison, alors que 32% ne le sont pas du tout. Dans le détail, les sympathisants du Parti socialiste (80%) sont bien davantage incités que ceux de l'UMP (53%) à aller voter pour cette raison.

